

Coup de poker du conseiller d'État

Pierre Maudet se lance: «Audacieux, mais jouable»

De nombreux candidats vont tenter de ravir le siège de l'ex-PLR. Qui, pour certains, a des chances d'être réélu.

Laurence Bézaguet et Christian Bernet

La démission surprise de Pierre Maudet a ouvert l'appétit de nombreux partis prêts à se lancer dans la bataille. L'élection complémentaire du 7 mars ne se résumera ainsi pas à un duel entre le conseiller d'État sortant, ex-PLR, et un candidat de son ancien parti.

La gauche voit dans cette démission l'occasion de renverser l'actuelle majorité de droite au Conseil d'État. Elle lancera, c'est certain, l'un des siens. Les présidents des Verts et du PS, respectivement Delphine Klopfenstein et Romain de Sainte Marie, nous l'ont confirmé ce vendredi: «Nous ambitionnons de présenter une candidature unique soutenue par l'ensemble de l'Alternative.»

Les socialistes ayant déjà deux élus au Conseil d'État, la voie semble toute tracée pour les Verts, qui ont en outre le vent en poupe. Alors qui? Deux femmes semblent tenir la corde. Si la conseillère aux États Lisa Mazzone répond qu'elle «n'est pas intéressée», Delphine Klopfenstein, conseillère nationale, déclare prudemment que «tout est ouvert. Nous en discuterons ces prochains jours avec nos partenaires politiques.» Avant cela, les Verts ont tenu un bureau extraordinaire vendredi après-midi - ce qui montre leur envie - et le comité directeur du PS se réunira lundi.

Reste que toute la gauche ne sera pas forcément unie. Pour le député d'Ensemble à Gauche Pierre Vanek, «répondre à l'appel du PS est tout sauf une évidence». L'expérimentée Jocelyne Haller, qui a joué le jeu de la candidature de combat à plusieurs reprises pour la gauche radicale, appelle les différentes composantes d'Ensemble à Gauche à se rencontrer pour discuter d'une stratégie. Et d'une éventuelle candidature.

L'UDC pourrait elle aussi être partante, tout comme les Vert'libéraux.

Et au PLR? L'ancien parti de Pierre Maudet va évidemment tenter de conserver son deuxième fauteuil, à côté de celui de Nathalie Fontanet. Bertrand Reich, son président, l'a confirmé jeudi soir: «Notre objectif est de regrouper, derrière une candidature PLR, un certain nombre de partis de droite et de centre droit. Cette personne aidera peut-être ce Conseil d'État, qui est quand même un peu cabossé, à mieux fonctionner.»

Candidature rassembleuse

Concernant cette candidature rassembleuse souhaitée, l'affaire ne paraît pas simple... tant les champions du PLR ont rarement envie de franchir l'obstacle. «Ce ne sera pas moi», affirme Bertrand Reich. Ce ne sera pas non plus le conseiller national Christian Lüscher, très hostile à Pierre Maudet depuis l'éclatement de l'affaire. «Je ne suis pas de la bonne génération; il faut quelqu'un de plus jeune.»

Le poste n'intéresse pas non plus Alexandre de Senarclens. «Je serais très honoré de redorer le blason du Canton mais, pour des raisons professionnelles, je ne suis pas disponible.»

Qui alors? Beaucoup de regards se tournent vers Cyril

Aellen, député au profil bien marqué à droite mais qu'on dit pragmatique. Son nom a été mentionné lors de plusieurs élections. «Je ne veux pas m'exprimer», répond l'avocat.

D'autres noms apparaissent au fil des discussions, comme ceux des jeunes députés Adrien Genechand ou Murat-Julian Alder. Pour certains, «il faut une femme, il n'y en a que deux au Conseil d'État». Par exemple? La députée Francine de Planta ou la conseillère nationale Simone de Montmollin.

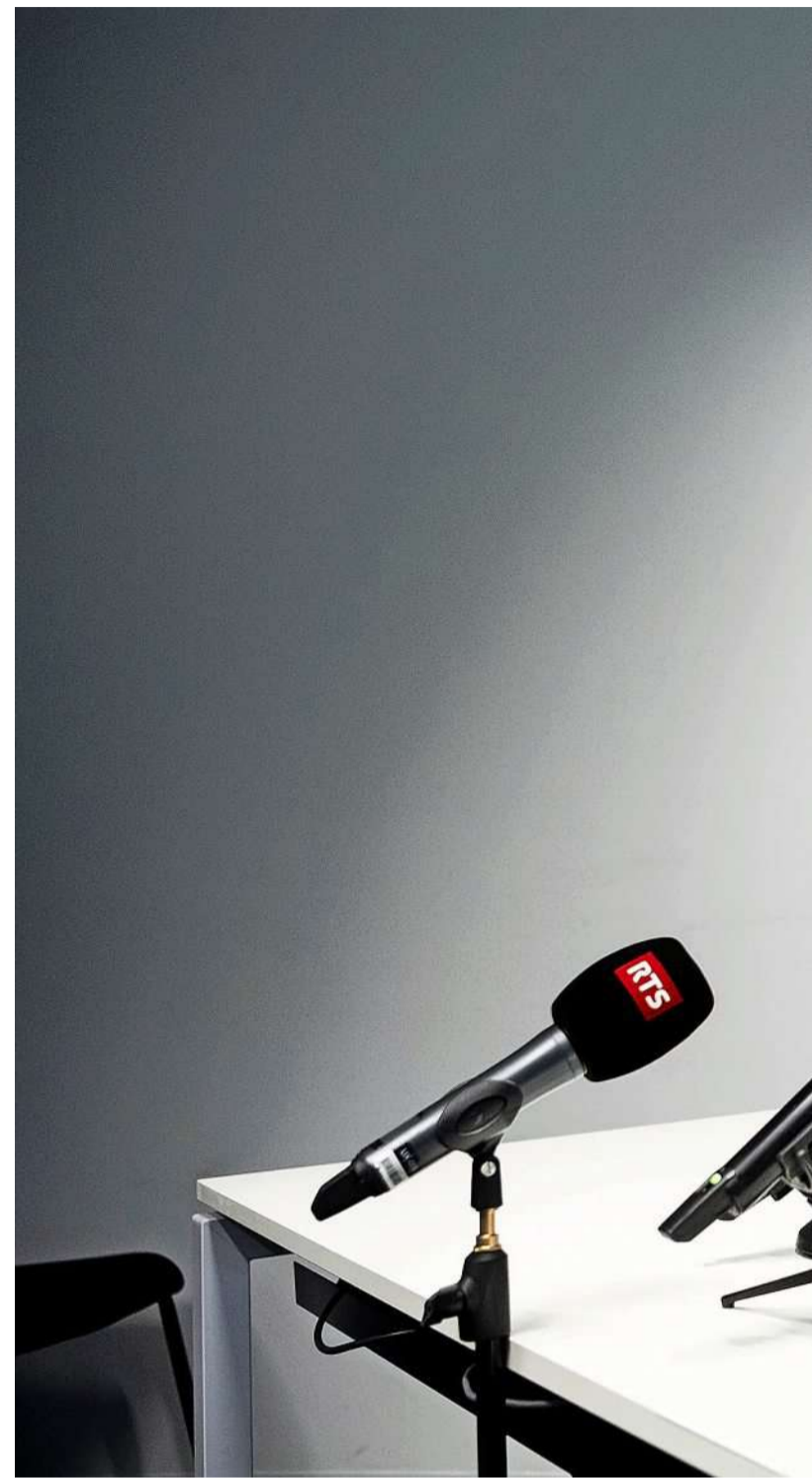
«Personne n'aura autant de temps, d'énergie et l'habitude de mener une campagne que lui»

Un élu PLR

Le candidat volontaire devra affronter un Pierre Maudet qui reste une bête politique et n'a rien à perdre. «Personne n'aura autant de temps, d'énergie et l'habitude de mener une campagne que lui», glisse un élu PLR. Qui rappelle que, si le conseiller d'État a démissionné, il a décidé de rester en place et percevra son salaire.

Quel espace politique?

Au sein même du PLR, les avis sur les chances de Pierre Maudet sont divers. Certains prédisent qu'il «fera à peine 10% tellement il est grillé», alors que d'autres estiment que son coup de poker «est audacieux mais jouable».



À l'heure d'annoncer sa démission jeudi, Pierre Maudet était déjà

Reste à savoir quel espace politique Pierre Maudet va occuper. «Le seul qui est un peu disponible est celui de la droite sociale populaire», glisse un PLR. Un électoralat qu'on trouve notamment chez les commerçants et les petits patrons

d'entreprises. Ceux-là mêmes pour lesquels l'ancien responsable de l'économie s'est profilé durant la pandémie. La critique sur le développement du canton est aussi un terrain en friche. Mais Pierre Maudet n'a jamais été sur

Maudet indispensable à l'économie?

● Le bilan de Pierre Maudet à la tête de la Direction générale du développement économique est crucial pour le conseiller d'État. C'est son unique service depuis 2019, service dont il aurait poussé le personnel à bout, comme l'affirme un audit en cours de rédaction. Jeudi, le magistrat a plaidé: «Ces pressions, cette intensité, je les ai voulues pour Genève et son économie.» Mais l'économie s'est-elle seulement aperçue du travail accompli? Eh bien, c'est selon.

La Fédération des entreprises romandes salue plutôt le travail de Pierre Maudet. Son directeur, Blaise Matthey, relève le travail étroit mené entre son organisation et le département durant la crise. «La FER a toujours eu de bons contacts avec le magistrat et son équipe, dit-il. Quelle que soit la suite, il n'y a pas de raison que cela change.» Covid mis à part, le patron de la FER crédite Pierre Maudet d'une vision pour l'économie genevoise. Il relève aussi qu'il s'est battu pour «maintenir la voie bilatérale».

La FER va-t-elle soutenir la réélection de Pierre Maudet? «C'est un autre sujet, tempère Blaise Matthey. Il est difficile d'imaginer un conseiller d'État capable de travailler utilement sans parti ni soutien. Le poten-

tiel de blocage des institutions est important.»

La **Chambre de commerce** est aussi plutôt élogieuse: «M. Maudet a été un bon ambassadeur de l'économie genevoise à l'étranger, témoigne **Nathalie Hardyn**. Globalement, il s'est toujours montré disposé à écouter les besoins des entreprises.» La **CCIG** va-t-elle se ranger sous la bannière de Pierre Maudet? «C'est désormais un débat politique et non plus économique. Pour nous, c'est la continuité de l'action de l'État et la stabilité qui importent.»

À Genève Tourisme, la présidente, Sophie Dubuis, relève que les «relations avec les services du département ont toujours été bonnes», mais qu'elle avait «observé certaines difficultés chez certains fonctionnaires». Elle termine en estimant qu'elle n'a «aucune inquiétude quant au transfert des activités de Pierre Maudet à Nathalie Fontanet, qui connaît très bien l'économie, puisqu'elle y a travaillé».

Mais c'est du côté du commerce que l'orage gronde. «Remarques en demi-teinte, expliquent en préambule Yves Menoud, le représentant de la Nouvelle Organisation des entrepreneurs (NODE). Dans le cadre des négociations avec les

syndicats, M. Maudet ne nous a guère soutenus, explique-t-il ainsi. Pour un élu de droite, il aurait pu faire plus. Durant la campagne du salaire minimum, il a été carrément inexistant.» Le représentant patronal reconnaît toutefois à l'élue l'énergie et la volonté de faire bouger les dossiers.

Pascal Vandenberghe, ancien président du Trade Club, est le plus dur: «Pour le commerce de détail, c'est l'électroencéphalogramme plat, dénonce-t-il. M. Maudet est présent sur le terrain, mais il ne faut pas confondre actions et marketing!» Les commerçants auraient fait des propositions, sans résultats. «Nous avons proposé que, comme Lausanne, le Canton mette sept millions en bons d'achat à disposition des habitants pour soutenir le commerce: il nous a dit que c'était nul; nous avons travaillé sur un label du commerce délivré par l'État en fonction de critères sociaux, écologiques et économiques: il a tout arrêté. Six commerces centenaires, dont le mien, lui ont écrit pour réclamer une aide pour le loyer: nous n'avons pas eu de réponse. Par contraste, M. Poggia, qui s'occupe des relations du travail, est plus ouvert.»

Marc Bretton

PUBLICITÉ

Payez votre journal avec des jetons!

Et profitez de 12 éditions supplémentaires offertes. Gardez la monnaie et facilitez-vous la vie!



Trouvez la caissette la plus proche sur macaissette.ch
Commander sur boutique.lematindimanche.ch ou au 0842 833 833